



Numéro PPQ/

jeudi 1 septembre 2016

Les grands titres:

- Gabon : Ban Ki-moon appelle tous les acteurs politiques et le peuple à la retenue
- Syrie : l'ONU juge urgent de pouvoir accéder aux zones assiégées
- Deux enfants sur cinq ne vont pas à l'école dans 10 pays ayant les taux de scolarisation les plus faibles, selon l'UNICEF
- Iraq : 691 personnes ont été tuées au mois d'août, selon l'ONU
- Afrique : la FAO insiste sur l'importance d'océans sains pour stimuler la prospérité
- Amérique latine et Caraïbes : l'OIT juge urgent d'aborder la dimension sociale des migrations
- Au Sri Lanka, le chef de l'ONU encourage les jeunes à montrer le chemin vers la construction de la paix
- Une culture de la paix est cruciale pour le développement durable, selon le Président de l'Assemblée générale

Gabon : Ban Ki-moon appelle tous les acteurs politiques et le peuple à la retenue



Le Secrétaire général Ban Ki-moon.
Photo ONU/Mark Garten (archives)

1 septembre - Le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a appelé jeudi tous les acteurs politiques et le peuple du Gabon à la retenue sur fond de crise électorale après l'annonce des résultats provisoires de l'élection présidentielle.

« Je suis vivement préoccupé et attristé par la situation actuelle en République gabonaise. La crise électorale, en particulier les incendies volontaires et la réponse disproportionnée des agences de sécurité, a mené à de regrettables pertes en vies humaines et à la destruction de biens », a dit M. Ban dans une déclaration à l'adresse des Gabonais.

« J'entends bien la frustration du peuple gabonais, et des jeunes en particulier, qui aspirent à de meilleures conditions de vie et à des réformes démocratiques. Le nouveau gouvernement devra prendre en compte cette frustration et les Nations Unies seront là pour soutenir ses efforts », a-t-il ajouté.

Selon le Secrétaire général, « il est essentiel que tous les acteurs politiques et le peuple gabonais fassent preuve de retenue et surmontent leurs différences par des moyens pacifiques, dans l'intérêt de l'unité nationale ».

Ban Ki-moon a appelé le gouvernement à rétablir immédiatement les moyens de communication, notamment l'internet, les messages sms, ainsi que les radios et télévisions indépendantes.

Il a également appelé les forces de sécurité à la plus grande retenue et à faire prévaloir les standards internationaux en matière de droits de l'homme.

« J'exhorte les autorités à libérer immédiatement et sans conditions les détenus politiques. Les individus responsables d'actes ou incitations à la violence en seront tenus responsables », a-t-il ajouté. « Les Nations Unies se joignent à l'appel des



observateurs régionaux et internationaux en faveur d'une vérification transparente des résultats électoraux. J'appelle les autorités compétentes à régler rapidement, de façon transparente et juste, tous les griefs découlant de l'élection présidentielle. Le peuple gabonais mérite un processus électoral crédible ».

Selon la presse, le Président sortant Ali Bongo Ondimba a été réélu avec 49,80% des suffrages exprimés pour un second mandat de sept ans. Des manifestations ont lieu à Libreville et Port-Gentil pour contester le résultat.

Syrie : l'ONU juge urgent de pouvoir accéder aux zones assiégées



L'Envoyé spécial de l'ONU pour la Syrie, Staffan de Mistura (à droite) et le son Conseiller, Jan Egeland, devant la presse à Genève. Photo ONU

1 septembre - Un haut responsable des Nations Unies a déclaré une nouvelle fois jeudi qu'il était urgent pour les organisations humanitaires de pouvoir atteindre les zones assiégées en Syrie.

« Nous n'avons été en mesure d'atteindre que trois des 18 zones assiégées en août, Deir-ez-Zor par largages aériens, Al-Waer avec deux convois, et l'est d'Harasta avec un convoi. Cela ne représente qu'un tiers ou moins de la population des zones assiégées », a dit le Conseiller de l'Envoyé spécial pour la Syrie, Jan Egeland, lors d'un point de presse à Genève, à l'issue d'une réunion du groupe de travail sur l'humanitaire.

« On nous empêche de nous rendre dans la plupart des zones assiégées et c'est navrant », a-t-il ajouté.

Il a cité le cas de Darayya, dont la population a renoncé la semaine dernière après quatre ans de siège, et qui n'avait pu être atteinte que par un seul convoi malgré des demandes d'accès toutes les semaines par l'ONU et ses partenaires.

« Il y a maintenant des craintes urgentes concernant les communautés à Al-Waer, Moadameya, Madaya, Foah et Kefraya. Elles ont toutes peur pour leur avenir, et nous devons briser les sièges », a dit M. Egeland.

De son côté l'Envoyé spécial pour la Syrie, Staffan de Mistura, a souligné que l'ONU soutenait les discussions ces jours-ci entre responsables militaires et diplomatiques russes et américains pour relancer la dynamique permettant une cessation des hostilités.

Il a ajouté que l'attention se portait également sur le Sommet du G20, en Chine, dimanche, et sur la proposition d'une réunion de haut niveau du Conseil de sécurité sur la Syrie, le 21 septembre.

Deux enfants sur cinq ne vont pas à l'école dans 10 pays ayant les taux de scolarisation les plus faibles, selon l'UNICEF



Une école primaire endommagée par les combats à Hujjaira, dans la région de Damas, en Syrie. Photo UNICEF/M. Abdulaziz

1 septembre - Dans les 10 pays affichant les pourcentages d'enfants n'ayant pas accès à l'éducation primaire les plus élevés, près de 2 enfants sur 5, soit 18 millions, ne sont pas scolarisés, selon un rapport du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) publié jeudi.

C'est le Libéria qui enregistre le plus fort taux d'enfants non scolarisés avec près des deux tiers des enfants en âge de suivre une éducation primaire qui n'ont pas accès à l'école. Le Soudan du Sud occupe le deuxième rang : 59% des enfants ne peuvent pas bénéficier d'une éducation primaire et une école sur trois est fermée en raison du conflit, a précisé l'UNICEF dans un communiqué de presse.

L'Afghanistan (46%), le Soudan (45%), le Niger (38%) et le Nigéria (34%) figurent également parmi les 10 premiers pays affichant les taux de scolarisation les plus faibles. Tous ces pays illustrent clairement comment les urgences humanitaires et les crises prolongées empêchent les enfants d'aller à l'école.

L'analyse de données de l'UNICEF, publiée alors que ce mois marque la rentrée des classes pour des millions d'enfants, souligne l'ampleur d'une crise de l'éducation qui touche des pays déjà décimés par des conflits, des périodes de sécheresse prolongées, des inondations, des tremblements de terre et des taux de pauvreté extrêmes.

L'UNICEF craint que, faute d'éducation, une génération entière d'enfants vivant dans les pays affectés par des conflits, des catastrophes naturelles et l'extrême pauvreté grandiront sans pouvoir acquérir les compétences nécessaires pour contribuer au développement de leurs pays et de leurs économies, ce qui aggravera la situation déjà désespérée de millions d'enfants et de leurs familles.

L'éducation reste l'un des secteurs les moins financés lors des appels humanitaires. En 2015, les organisations humanitaires n'ont reçu que 31% des financements à l'éducation dont elles avaient besoin, loin derrière les 66% obtenus 10 ans plus tôt. En dépit d'une augmentation de 126% des besoins éducatifs depuis 2005, les fonds n'ont progressé que de 4%. En outre, les systèmes éducatifs à même de résister à des crises prolongées ne peuvent se construire grâce à des appels à court terme, et par nature imprévisibles.

Lors du Sommet humanitaire mondial tenu en mai 2016, une nouvelle plate-forme de financement mondiale, L'Éducation ne peut attendre, a été lancée pour combler, grâce à des financements prévisibles, l'écart entre les actions humanitaires en période de crise et le développement à long terme qui les suit.

Bien que ne figurant pas parmi les 10 premiers pays où le taux de scolarisation est le plus faible, la Syrie dénombre 2,1 millions d'enfants en âge d'être scolarisés (5-17 ans) qui ne vont pas à l'école. Par ailleurs, 600.000 enfants syriens réfugiés dans la région sont également privés d'éducation.

Des données récentes et fiables, qu'elles proviennent de sondages ou des administrations locales, ne sont pas disponibles pour des pays comme la Somalie ou la Libye en raison notamment des conflits en cours.

« Dans les pays où un conflit fait rage, l'école dote les enfants des connaissances et des compétences dont ils ont besoin pour reconstruire leur communauté une fois la crise passée. À court terme, elle leur offre également la stabilité et la structure nécessaires pour faire face à ce traumatisme. Les écoles peuvent également protéger les enfants des traumatismes et des menaces physiques qui pèsent sur eux. Lorsque les enfants ne sont pas scolarisés, les risques d'abus, d'exploitation et de recrutement dans des groupes armés sont plus élevés », explique Jo Bourne, Responsable de l'éducation à l'UNICEF.

Iraq : 691 personnes ont été tuées au mois d'août, selon l'ONU



Des enfants dans un camp de déplacés dans le gouvernorat d'Erbil, en Iraq.
Photo UNICEF/Lindsay Mackenzie

1 septembre - La Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq (MANUI) a annoncé jeudi qu'un total de 691 Iraquiens ont été tués et 1.016 autres blessés en Iraq au cours du mois d'août 2016, en raisons d'actes de terrorisme, de violences et d'affrontements armés.

Dans un communiqué de presse, la MANUI a précisé que le nombre de civils tués en août a été de 473 et le nombre de civils blessés de 813, sans inclure la province d'Anbar.

Du côté des forces de sécurité iraqiennes, un total de 218 membres ont été tués et 203 ont été blessés.

Selon ces chiffres, Bagdad a été le gouvernorat le plus touché avec 907 victimes civiles (231 tués, 676 blessés), suivi par Ninive (116 tués, 83 blessés), Kirkouk (81 tués, 13 blessés), Karbala (17 tués, 25 blessés), Salahadin (14 tués, 4 blessés) et Diyala (6 tués, 5 blessés).

La MANUI a souligné qu'elle n'a pas obtenu du ministère de la santé de la province d'Anbar de chiffres des victimes civiles pour le mois d'août.

« Le carnage en Iraq se poursuit sans relâche. Le nombre des victimes reste trop élevé et les civils à nouveau en paient le prix », a dit le chef de la MANUI, Jan Kubis.

Selon M. Kubis, au cours des derniers jours, des kamikazes de Daech ont frappé une célébration de mariage à Ain Al-Tamr dans le gouvernorat de Karbala, et ont tué et blessé plusieurs personnes. Ils ont aussi fait exploser des bombes dans la capitale Bagdad.

« Nous condamnons fermement ces attaques terroristes et autres actes de violence, nous réitérons notre appel aux parties à entreprendre tous les efforts pour protéger la vie des civils et exhortons les Iraquiens en général à rester unis face à cette violence implacable », a conclu M. Kubis.

Afrique : la FAO insiste sur l'importance d'océans sains pour stimuler la prospérité



Des pêcheurs déchargent du thon au port d'Abidjan, en Côte d'Ivoire. Photo FAO/Sia Kambou

1 septembre - A l'occasion d'une conférence ministérielle à l'île Maurice sur l'économie des océans et le changement climatique en Afrique, le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), José Graziano da Silva, a insisté jeudi sur l'importance d'océans sains pour stimuler la prospérité.

Cette conférence a pour objectif d'identifier les opportunités visant à améliorer les capacités du continent africain à bâtir des économies axées sur les océans et qui seront résilientes au changement climatique, a précisé la FAO dans un communiqué de presse.

« Des océans sains et productifs sont essentiels pour lutter contre la pauvreté rurale, garantir la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et atteindre l'objectif Zéro Faim » a déclaré M. Graziano da Silva. « Les acteurs issus du domaine de la pêche, du transport, de la production énergétique et du tourisme, pour en lister quelques-uns, ont besoin de solutions adaptées et innovantes pour transformer les impacts du changement climatique en opportunités ».

Il a noté que les nations africaines prenaient peu à peu conscience de l'importance de se diversifier au-delà des activités terrestres et d'approfondir les relations souvent fructueuses qu'elles entretiennent avec la mer.

Il a ajouté que cette relation devenait de moins en moins prévisible en raison des changements environnementaux. « Les communautés côtières sont déjà affectées par plusieurs phénomènes dont le réchauffement des océans, l'élévation du niveau de la mer, des événements météorologiques extrêmes, l'intrusion d'eaux salées, l'acidification des océans et des modifications subséquentes des ressources dont elles dépendent pour leur alimentation et leurs moyens d'existence », a-t-il noté.

Malgré tout, les impacts du changement climatique sur les océans suscitent moins d'inquiétude que ceux sur la terre et l'atmosphère. Le Directeur général de la FAO a souligné le fait que ces impacts se manifestaient de manière disproportionnée dans les petits Etats insulaires en développement, affirmant que pour eux, il s'agissait d'une lutte pour survivre.

Le changement climatique n'est pas le seul défi que les pays côtiers désireux d'exploiter leur potentiel marin doivent relever.

La pêche illicite, non déclarée et non réglementée ajoute une pression supplémentaire sur les océans et les ressources marines, un phénomène responsable d'importantes pertes financières pour le gouvernement et qui s'élèvent à plusieurs milliards de dollars.

Ainsi, la FAO a invité les gouvernements à signer l'accord international relatif aux mesures du ressort de l'Etat du port, qui est récemment entré en vigueur et qui jouera un rôle fondamental dans la lutte contre la pêche illégale et dans l'amélioration de la gestion des pêcheries.

Actuellement, seuls 13 des 34 petits Etats insulaires en développement sont parties de l'accord dont neuf en Afrique, a précisé M. Graziano da Silva. Il a appelé les gouvernements à agir rapidement afin de mettre en œuvre le traité.

Amérique latine et Caraïbes : l'OIT juge urgent d'aborder la dimension sociale des migrations



Le chef de la mission de l'OIM au Costa Rica rencontre des migrants. Photo OIM/Jorge Gallo

1 septembre - Au cours des cinq dernières années, le nombre de travailleurs immigrés vivant en Amérique latine et dans les Caraïbes est passé de 3,2 à 4,3 millions, tandis que beaucoup d'autres empruntaient les axes migratoires vers d'autres régions; cela se traduit par des défis et des opportunités à prendre en compte de toute urgence, conclut un nouveau rapport de l'Organisation internationale du travail (OIT).

Les Latino-américains utilisent les axes migratoires pour se rendre dans d'autres régions. Aux Etats-Unis, sur un total de 45 millions de migrants, 21 millions sont originaires d'Amérique latine. En Espagne, 1 étranger sur 3 vient d'Amérique du Sud, selon des sources citées par le rapport.

L'étude de l'OIT, «Migrations de main-d'œuvre en Amérique latine et dans les Caraïbes», identifie un système complexe de 11 grands axes de mobilité des travailleurs et les analyse: neuf d'entre eux sont des axes Sud-Sud, reliant des pays de la région, et 2 sont des axes Sud-Nord, extrarégionaux, avec les Etats-Unis et l'Espagne pour destinations.

Selon le rapport, ces axes évoluent en permanence en raison des changements dans l'interdépendance économique et sur les marchés du travail, et se développent en termes de volume, de dynamisme et de complexité.

« La recherche de nouveaux débouchés professionnels est à coup sûr la principale motivation des migrants. Néanmoins, les politiques migratoires relèvent souvent du paradigme du contrôle des frontières et de la sécurité nationale et ne prennent pas en compte la dimension sociale», a déclaré le Directeur régional de l'OIT, José Manuel Salazar, à l'occasion du lancement du rapport dans la capitale mexicaine.

En outre, dans ces pays, «il existe un divorce net entre les politiques d'emploi et les politiques relatives aux migrations de main-d'œuvre et il est maintenant urgent qu'elles deviennent complémentaires», a rappelé M. Salazar.

Sur 232 millions de migrants dans le monde en 2015, 150 millions (64%) sont des travailleurs migrants, selon les données mondiales de l'OIT. Vingt-sept pour cent (environ 41 millions) d'entre eux vivent en Amérique – 37 millions en Amérique du Nord et 4,3 millions en Amérique latine et dans les Caraïbes.

Selon M. Salazar, l'OIT recommande de s'occuper rapidement et correctement des migrations de main-d'œuvre, en instaurant de bons mécanismes de gouvernance, adaptés aux exigences et à la dynamique du monde du travail. « Si nous sommes capables de gérer les migrations de main-d'œuvre, nous pourrions maintenir et amplifier la croissance économique inclusive dans les pays de destination et réduire la pauvreté dans les pays d'origine », a-t-il dit.

Le nouveau rapport de l'OIT identifie plusieurs caractéristiques communes : la féminisation des migrations de main-d'œuvre (les femmes représentant plus de 50% des migrants); la forte proportion de travailleurs migrants illégaux, le faible accès à la protection sociale; et des conditions de travail souvent défectueuses et le fait qu'un grand nombre de ces travailleurs sont victimes de pratiques abusives, d'exploitation et de discrimination.

Le rapport montre qu'il existe des lacunes et une fragmentation des accords migratoires régionaux, que la perspective sociale et celle des droits sont peu présentes dans les institutions et la gestion des migrations et que la cohérence entre les politiques migratoires et les politiques d'emploi fait défaut.

Le document affirme que les acteurs du monde du travail, y compris les ministères du travail et les organisations d'employeurs et de travailleurs, doivent participer de manière plus active à l'élaboration de stratégies migratoires. Il avertit aussi que les travailleurs immigrés ne participent pas suffisamment aux processus de syndicalisation et de négociation collective.

Les principales pistes de travail et d'action préconisées par l'OIT pour l'Amérique latine et les Caraïbes sont les suivantes : promouvoir des migrations régulières, sûres et équitables; promouvoir des processus de recrutement fiables; améliorer les conditions de travail et la régularisation des travailleurs immigrés; promouvoir une meilleure gouvernabilité des migrations et établir un dialogue social plus solide; adopter une approche fondée sur les droits pour traiter des migrations; renforcer les liens entre les politiques d'emploi et celles relatives aux migrations des travailleurs; promouvoir l'égalité hommes-femmes, la protection des enfants de migrants et prévenir le travail des enfants immigrés; sensibiliser à la contribution des travailleurs migrants au développement.

Au Sri Lanka, le chef de l'ONU encourage les jeunes à montrer le chemin vers la construction de la paix



Le Secrétaire général Ban Ki-moon lors d'une rencontre avec jeunes à Galle, au Sri Lanka. Photo ONU/Eskinder Debebe

1 septembre - Lors d'une rencontre avec des jeunes au Sri Lanka, le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, a déclaré jeudi que l'implication des jeunes était cruciale pour consolider la paix et assurer une justice sociale durable.

« Pourquoi les jeunes doivent-ils être envoyés pour combattre dans les guerres, mais être empêchés de construire la paix ? » s'est demandé M. Ban dans un discours lors de cette rencontre ayant pour thème « Réconciliation et coexistence : le rôle de la jeunesse ».

Il a ajouté que l'exclusion des jeunes des processus de consolidation de la paix et de réconciliation était « l'une des injustices les plus graves » et que cela devait être corrigé.

Le Secrétaire général a noté que les jeunes ont joué un rôle essentiel dans la conception du Programme de développement durable à l'horizon 2030, ainsi que des objectifs de développement durable (ODD).

« Un grand nombre des objectifs se concentrent sur les domaines prioritaires pour les jeunes : une éducation de qualité, l'autonomisation des femmes et des filles, et assurer un travail décent pour tous », a déclaré M. Ban, appelant les jeunes à « nous montrer le chemin ».

Le chef de l'ONU a souligné que le Sri Lanka, qui a accueilli la Conférence mondiale sur la jeunesse de 2014, était un contributeur majeur au programme pour la jeunesse. Selon lui, au niveau national, il est important de continuer à accroître les investissements en faveur des jeunes femmes et des jeunes hommes qui composent un cinquième de la population du pays.

Ban Ki-moon a noté que beaucoup de jeunes dans le pays sont nés et ont vécu leur jeunesse sur fond de conflit, de terreur et de déplacement et ont souffert de privations et d'injustices. Leur participation à la paix, à la réconciliation et à la transformation post-conflit leur donne l'occasion de sortir du traumatisme et de jouer un rôle dans la création d'un avenir meilleur.

« Vous êtes le plus grand atout de votre pays. La réussite future du Sri Lanka dépend de vous », a-t-il dit.

Plus tôt jeudi, le chef de l'ONU a rencontré le Président du Sri Lanka, Maithripala Sirisena, et a promis son soutien continu au programme de réforme du Sri Lanka, y compris en matière de réconciliation, de justice transitionnelle et de consolidation de la paix.

Une culture de la paix est cruciale pour le développement durable, selon le Président de l'Assemblée générale



Le Président de l'Assemblée générale des Nations Unies, Mogens Lykketoft. Photo ONU/Manuel Elias

1 septembre - A l'occasion d'un forum de haut niveau sur la culture de la paix jeudi au siège de l'ONU à New York, le Président de l'Assemblée générale des Nations Unies, Mogens Lykketoft, a estimé que cette culture de la paix était cruciale pour le développement durable.

« La promotion d'une culture de la paix est absolument pertinente pour le monde dans lequel nous vivons aujourd'hui », a dit M. Lykketoft dans un discours à l'ouverture de ce forum.

« La violence dans de nombreuses parties du monde, qu'il s'agisse de conflits majeurs comme en Syrie, au Yémen ou au Soudan du Sud ou de terrorisme perpétré par des extrémistes dans toutes les régions du monde, fait des centaines de milliers de morts et de blessés et provoque le déplacement de millions d'autres », a-t-il ajouté.

Selon lui, à un niveau plus local, « les tensions entre les communautés, les niveaux élevés de xénophobie et de violence quotidienne contre les femmes et les filles, font également de gros dégâts dans nos sociétés ».

Le Président de l'Assemblée générale a estimé que l'amélioration de la capacité de l'ONU à mener des opérations de paix n'était pas seulement cruciale pour atténuer les crises mais aussi pour réaliser les 17 Objectifs de développement durable adoptés il y a un an.

M. Lykketoft a noté que les tendances mondiales en matière de migrations, de médias, de commerce, de tourisme, d'urbanisation, de changement climatique et de nouvelles technologies relient les gens avec une vitesse et une intensité toujours croissante.

« Pourtant nos sociétés restent en proie à des inégalités, aux préjugés, à l'intolérance et aux conflits », a-t-il ajouté. « Les médias servent souvent de véhicule pour diviser et inciter à la haine et à l'extrémisme violent ».

« La montée de l'extrémisme violent, l'incidence élevée de crimes atroces, la destruction délibérée du patrimoine culturel et l'escalade des tensions entre les communautés de différentes religions ou croyances au cours des dernières années ont souvent été accompagnées d'incitation à la violence, en utilisant la religion et les croyances comme justification », a-t-il encore dit.